



## Fonctionnaires, enseignant-es et personnels du premier degré TOUTES ET TOUS EN GRÈVE ET DANS LA RUE JEUDI 22 MARS !

L'intersyndicale départementale SNUipp-FSU, Snudi-FO, Sud éducation et CGT éduc'action appelle les enseignant-es et personnels du premier degré à se mettre en grève et à participer aux initiatives et manifestations qui auront lieu dans l'Oise jeudi 22 mars 2018 dans le cadre de la journée nationale d'action.

Les revendications portées lors de la journée de mobilisation unitaire du 10 octobre sont toujours d'actualités. Au gel du point d'indice, au rétablissement du jour de carence, à la hausse de la CSG mal compensée, aux coupes budgétaires et aux suppressions d'emploi viennent maintenant s'ajouter de nouveaux projets qui menacent directement le statut même de la Fonction publique et le périmètre de ses missions. Nous nous y opposons. La Fonction Publique est garante de *l'intérêt général au service de la cohésion sociale et les moyens existent pour mettre en œuvre des orientations de progrès social pour tous*. Nos organisations appellent à participer à la journée d'action du 22 mars **pour** :

- Le dégel de la valeur du point d'indice, le rattrapage des pertes subies et l'augmentation du pouvoir d'achat ;
- L'abrogation du jour de carence ;
- L'arrêt des suppressions d'emplois et des créations de poste en fonction des besoins ;
- Un plan de titularisation des personnels contractuels ;
- Le respect de l'égalité professionnelle ;
- La défense et la pérennisation du système de retraite par répartition et des régimes particuliers.

Pour ce qui est de l'école et de ses personnels, les mots d'ordre du nouveau ministre sont clairs : individualisation des parcours et des apprentissages ; resserrement sur les fondamentaux ; externalisation du traitement de la difficulté scolaire ; renforcement des dispositifs de territorialisation du système éducatif ; logique d'autonomie de gestion et de pilotage par l'évaluation des établissements ; réduction du pouvoir d'agir des enseignants. Nous nous opposons à cette logique.

Depuis près de 20 ans, le nombre d'élèves en grande difficulté a augmenté en France. Les inégalités scolaires se sont aggravées. Les conditions de travail des personnels se sont dégradées. Et l'école que dessine le ministre de l'Éducation Nationale est bien celle du renforcement des inégalités. Celle du tri social de nos élèves. Les dédoublements de CP et CE1 à la rentrée 2018 se font sans les créations de postes nécessaires et donc au détriment des classes ordinaires et ce n'est pas acceptable.

### **Pour l'École et les personnels nous exigeons donc :**

- La baisse immédiate de tous les effectifs des classes de l'Oise (pas plus de 20 élèves en éducation prioritaire et 25 dans les autres écoles) ;
- Le maintien des dispositifs « plus de maîtres que de classes » et ESAP ;
- Des créations de postes pour reconstituer les Rased, renforcer le remplacement, la formation, la scolarisation des moins de trois ans et l'accompagnement des élèves à besoin éducatif particulier et en grande difficulté scolaire (ASH, UPEEA, etc.) ;
- L'implantation d'une Segpa dans la Sud-Est du département ;

Nous réaffirmons également l'exigence du maintien du baccalauréat comme diplôme national et 1<sup>er</sup> grade universitaire.

**Alors toutes et toutes en grève et dans la rue pour demander des moyens pour l'école,  
pour la réussite des élèves et l'amélioration des conditions de travail !**